



HAL
open science

Quel bilan pour les 10 ans de règne de Felipe VI ?

Théo Jurat-Pentiadou

► **To cite this version:**

| Théo Jurat-Pentiadou. Quel bilan pour les 10 ans de règne de Felipe VI ?. 2024, pp.4-7. hal-04703970

HAL Id: hal-04703970

<https://univ-pau.hal.science/hal-04703970v1>

Submitted on 20 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quel bilan pour les 10 ans de règne de Felipe VI ?

L'année 2024 sonne comme l'heure du bilan pour les Bourbons d'Espagne. À l'heure où la Princesse des Asturies Leonor a fêté ses 18 ans lors d'une cérémonie solennelle aux *Cortes* afin de prêter serment à la Constitution de 1978, *Su Majestad* Felipe VI clôture les 10 premières années d'un règne mouvementé. L'entrée sur la scène officielle de l'héritière au trône appelle à dresser un tableau sans concession de la situation de la *Casa Real*.

En effet, au-delà d'être la célébration de l'avenir de la monarchie espagnole, ces deux événements marquent un tournant mettant en lumière les difficultés auxquelles ont été, sont et seront confrontés les membres de la famille royale. Plus que le bilan des 10 ans de règne de Felipe VI, c'est tout l'héritage de la monarchie et, notamment, de l'ancien Roi Juan Carlos qui est aujourd'hui remis sur le métier de l'histoire. Exactions financières, infidélités conjugales et débandades cynégétiques auront eu raison de celui qui est, encore aujourd'hui, considéré comme l'un des piliers de la Transition démocratique qui a permis de mettre fin à la dictature. Pourtant, c'est bien une monarchie délabrée et amochée que Juan Carlos a légué à son fils qui ne bénéficie pas de la même légitimité historique que lui.

Dès lors, le défi de Felipe VI, et de sa famille, est simple : remettre la monarchie espagnole sur les rails et dans le cœur de son peuple. Pour ce faire, deux chantiers majeurs ont été à mener pour le nouveau Roi, d'une part rénover une institution fortement décriée (I) et, surtout, asseoir une légitimité qui lui était contestée (II).

I – Rénover une institution monarchique décriée

Si la monarchie est, sans conteste, l'un des principaux traits de la Transition et de la démocratie espagnole qui en découle, tel ne fut pas toujours le cas. Elle reste, surtout, le projet de Francisco Franco. En effet, fervent monarchiste, celui qui se rêvait roi mais qui ne fut que *Caudillo*, désigne en 1969, son successeur en la personne de Juan Carlos de Bourbon, infant d'Espagne et petit-fils du dernier Roi Alphonse XIII renversé par la Seconde République.

Reste que, contre les projets nationalistes, à la mort de Franco, Juan Carlos lance le processus de démocratisation et s'en remet à l'Assemblée constituante qui propose que la nouvelle démocratie espagnole soit organisée sous la forme d'une monarchie. Ce projet sera définitivement adopté par le référendum constitutionnel du 6 décembre 1978. Après avoir obtenu la bénédiction du dictateur, le Roi reçoit l'onction populaire. Le rôle clé de Juan Carlos en tant que garant et protecteur des institutions lors du Coup d'État du 23 janvier 1981 parachève l'installation d'un monarque constitutionnel, père de la Nation espagnole démocratique. Si l'on ajoute à cela les actions menées par la très populaire Reine Sofía : suppression de la Cour, déménagement au Palais de la Zarzuela loin du faste du Palais d'Orient, etc. ; la monarchie semblait installée durablement dans le paysage institutionnel espagnol.

Néanmoins, celle-ci sera écornée par sa principale figure. Juan Carlos, sur la fin de son règne, n'en fait qu'à sa tête. Détournement de fonds, adultères à répétition et chasse à l'éléphant conduiront à son abdication. Loin d'être un seul choix personnel, il s'agit plutôt d'une sorte de dernière chance de sauver l'institution monarchique. Felipe VI reçoit ce cadeau empoisonné avec pour mission de redresser une institution largement mise à mal par celui qui l'avait incarnée pendant 40 ans.

S'exilant aux Émirats arabes unis pour fuir ses poursuites judiciaires, l'ancien monarque laisse champ libre à son successeur pour restaurer la monarchie.

Felipe VI s'attelle avec énergie à ce chantier pharaonique avec le soutien de son épouse Letizia et de ses filles Leonor et Sofía. Prônant une vie austère et quasi monacale, le nouveau Roi réduit considérablement les dépenses de sa Maison pour mettre fin aux critiques qui veulent que la famille royale ait vécu le faste alors même que les Espagnols subissent de plein fouet la crise économique des années 2010. Cette réduction des dépenses passera par deux points essentiels. Tout d'abord, fidèle aux idées de sa mère, le Roi réduit la famille royale aux seuls membres directs : le Roi, la Reine consort, les deux princesses, l'ancien Roi et l'ancienne Reine toujours vivants. Ensuite, la mise en œuvre d'une totale transparence des finances et des dépenses de la Couronne permettra de redorer son blason largement terni.

Les efforts de la famille royale se sont avérés payants en ce que les opinions favorables envers la Couronne ont largement augmenté. En 2020, seulement 35 % des Espagnols se considéraient comme favorables à la monarchie contre 41 % qui souhaiteraient passer à la République si on leur en laissait le choix au cours d'un référendum visant à réviser la Constitution. Cependant, en 2023, un virage pro-monarchiste est pris puisque près de la moitié des citoyens espagnols (48 %) se revendiquent comme monarchistes et favorables à la Maison de Bourbon.

Felipe VI a rempli son premier pari, celui de rénover une institution fortement décriée et menacée par la fin de règne chaotique de son père. Néanmoins, son père bénéficiait tout de même d'une légitimité historique indéniable dont ne pouvait alors se prévaloir le Prince des Asturies.

II – Asseoir une légitimité personnelle contestée

D'une certaine façon, Juan Carlos était la monarchie espagnole à lui seul. Ce n'est pas en 1978 qu'il est devenu Roi mais bien en 1981 lorsque son allocution lors du Coup d'État le transcende en véritable incarnation de la patrie contre les ennemis de la démocratie. Sa légitimité devenait alors entière au-delà du seul texte constitutionnel mais dans le cœur et la chair des peuples d'Espagne.

Felipe VI, lors de son arrivée au pouvoir, est perçu comme un homme timide et austère loin de l'aura et du charisme de son père. Coup du sort ou jeu du destin, c'est une allocution télévisée qui le rendra, lui aussi, des plus populaires auprès des Espagnols. Le 1^{er} octobre 2017, les dirigeants catalans organisent un référendum afin que la Catalogne obtienne pleine indépendance et souveraineté. Les résultats s'avèrent positifs. Le 3 octobre suivant, après s'être fait discret, le Roi prend la parole à la télévision pour dénoncer ce qu'il qualifie de "déloyauté constitutionnelle" de la part des élites catalanes et du Gouvernement de la Communauté autonome. Il appelle les pouvoirs publics à rétablir l'ordre constitutionnel, ce que le Tribunal constitutionnel fera par un arrêt du 17 octobre 2017 annulant la loi référendaire parce qu'adoptée selon des modalités illégales et contraires à la Constitution. Ce discours est largement salué par l'opinion publique qui considère que le monarque a saisi son rôle constitutionnel de chef de l'État et de garant des institutions comme le veut l'article 56 de la Constitution. Seuls les indépendantistes catalans, républicains par essence, considèrent ce discours comme honteux et contraire à l'esprit de la démocratie. Reste que Felipe VI s'impose comme un roi à la légitimité indéniable.

Cette légitimité en tant que monarque à part entière se traduit également par la volonté de rupture avec l'image de son père. En rompant avec Juan Carlos, Felipe VI crée sa ligne et n'est plus simplement le successeur du premier roi constitutionnel. Pour ce faire, il décide en mars 2020 de ne

pas accepter l'héritage de son prédécesseur pour faire preuve d'exemplarité. Felipe fait le choix de l'austérité plutôt que du scandale.

Il se veut un Roi moderne. Sa Majesté reçoit pour la première fois au Palais de la Zarzuela des représentants d'associations LGBT, il commande un audit indépendant des comptes de sa Maison afin de s'aligner avec les règles en vigueur sur la transparence de la vie publique, il interdit aux membres de sa famille de travailler pour des entreprises du secteur privé afin que ceux-ci se concentrent sur leur rôle institutionnel et ne puisse faire l'objet de dérives financières. Également, le Roi, le 30 novembre 2015, devient le premier souverain espagnol à rendre hommage aux Juifs séfarades victimes du décret de l'Alhambra et expulsés d'Espagne par les Rois catholiques à la suite de la *Reconquista*. Cette mesure symbolique s'est accompagnée d'une procédure juridique visant à octroyer la nationalité espagnole à plusieurs descendants de ces exilés.

Enfin, et surtout, dans un pays où la loi salique est toujours en vigueur, le monarque met en avant son héritière la Princesse des Asturies Leonor. En effet, le couple royal n'ayant eu de fils, leur fille succédera à son père le jour de sa disparition. Felipe prépare depuis plusieurs années sa fille à lui succéder, faisant d'elle une princesse très populaire. À titre d'exemple, et fait hautement symbolique, elle lira avec son père l'article 1^{er} de la Constitution de 1978 lors des célébrations du 40^{ème} anniversaire de son adoption. Avant même sa majorité, la princesse s'implique dans son rôle institutionnel en produisant une vidéo lors de la crise de la Covid-19 pour saluer l'action du personnel soignant au nom de la Couronne. Aujourd'hui, Leonor est majeure et se prépare à régner. Après avoir prêté serment de fidélité à la Constitution, elle a effectué sa première visite officielle ce 12 juillet 2024 pour rencontrer le Président de la République portugaise Marcelo Rebelo de Sousa. Premiers pas d'une princesse dans la cour des rois. **T. J.-P.**

* * * *

L'historien Benoît Pellistrandi se demande si la monarchie est une promesse d'avenir ? Les partis à tendance républicaine sont aujourd'hui largement minoritaires dans le paysage politique espagnol, tant au niveau national que régional. Cependant, les socialistes toujours minoritaires devront probablement s'accommoder de ces mouvances (catalanes, basques, gauche radicale) afin de construire une majorité viable et durable. Une éventuelle réforme constitutionnelle est demandée par certaines franges de ces partis. La remise en cause de la monarchie sera-t-elle au programme ? On ne peut qu'en douter puisque la procédure de révision de l'article 167 de la Constitution nécessiterait un accord avec une droite encore viscéralement monarchiste. Nul ne sait de quoi l'avenir est fait mais une chose est sûre, après 10 ans de règne pour Felipe VI, l'avenir de sa Maison semble, quant à lui, bien assuré par une princesse populaire dont les charges ne cesseront de s'alourdir.